



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

**Unité Départementale
du Havre**
Équipe Territoriale

Arrêté du **26 OCT. 2022** portant prescriptions complémentaires à la société
MATERIAUX BAIE DE SEINE (MBS) relatives au dossier de demande de modification de ses
installations pour le site de Gonfreville l'Orcher

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er}, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-056 du 09 septembre 2022 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 juillet 1999 autorisant et réglementant les activités exercées par la société MBS à GONFREVILLE L'ORCHER ;
- Vu le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation déposé par la société MBS le 24 juin 2019 et complété le 19 juillet 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 05 octobre 2022 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 07 octobre 2022 ;
- Vu le courriel de l'exploitant du 24 octobre 2022 indiquant ne pas avoir d'observation à formuler suite à cette transmission.

CONSIDÉRANT :

que la société MBS exploite régulièrement une installation classée pour la protection de l'environnement située à GONFREVILLE L'ORCHER ;

que la société MBS a remis une demande d'extension de la plateforme de transit de granulats terrestres et marins ;

que par ailleurs, cette demande constitue une modification non substantielle mais qu'il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1999 ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de la société MBS des dispositions prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société MBS, dont le siège social est situé route des Gabions-Zone Industrielle Portuaire secteur 1387 à GONFREVILLE L'ORCHER, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour la poursuite de l'exploitation à GONFREVILLE L'ORCHER.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 - Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 - Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 4 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de GONFREVILLE L'ORCHER pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de GONFREVILLE L'ORCHER fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société MBS.

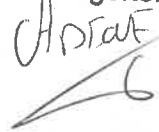
L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du Havre, le maire de GONFREVILLE L'ORCHER, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société MBS.

Rouen, le **26 OCT. 2022**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint



Aurélien DIOUF

**Société MBS
GONFREVILLE L'ORCHER**

Article 1 -

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 02 juillet 1999 est modifié comme suit :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Caractéristiques sur site	Régime
2515.1	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance installée : • Installation de traitements des granulats marins : 1 946 kW • Installation de malaxage : 113 kW • Installation mâchefers : 187 kW Puissance installée totale : 2 246 kW	A
2517.1	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Superficie de l'aire de transit : 120 525 m ²	E
2716.1	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Volume susceptible d'être présent : 37 500 m ³	E
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Quantité de déchets traités : 1.000 t/j	A
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Surface : 250 m ²	D

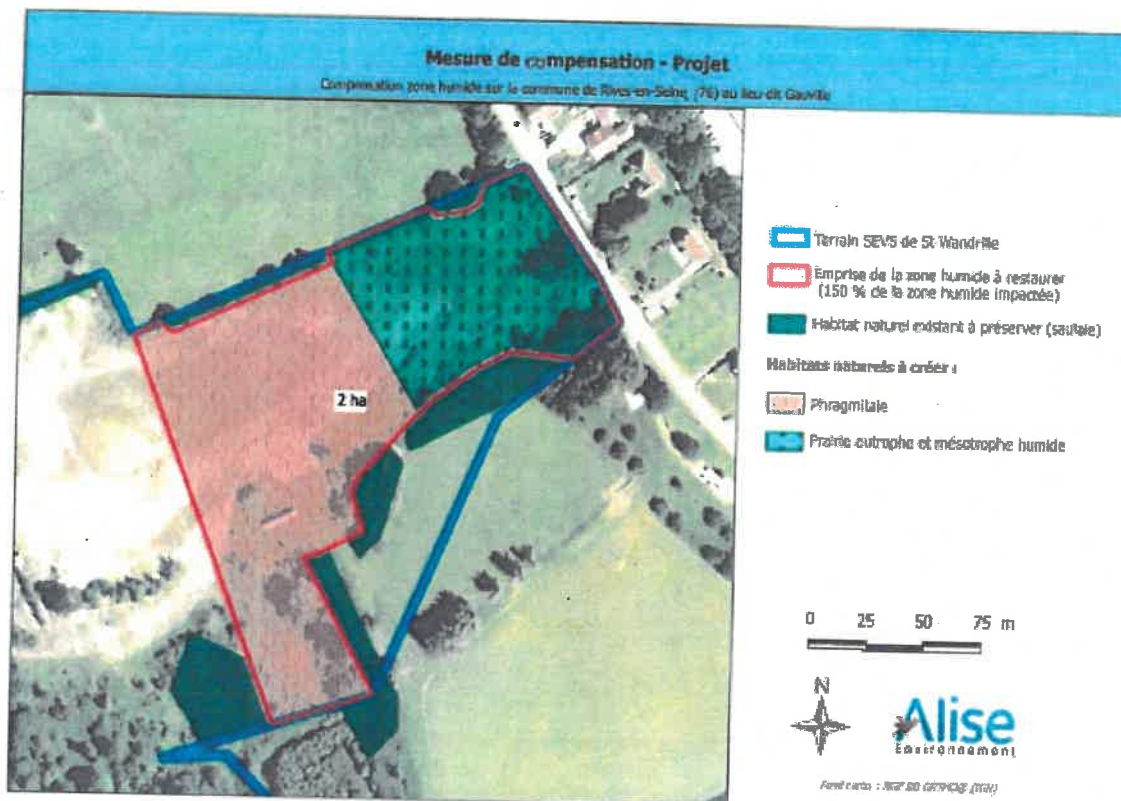
Tableau : Liste des rubriques de la nomenclature des installations classées
(A : Autorisation – E : Enregistrement – D: Déclaration)

Article 2 - Zone humide

Le projet d'extension impacte environ 1,3 ha de zones humides.

Article 2.1 – Mesure compensatoire

La mesure de compensation porte sur une surface de 2 ha au sein des parcelles AH0136, AK0139 et AK0140 sur la commune de rives-en-Seine.



La

mesure compensatoire doit être séparée en deux secteurs :

- Un secteur de phragmitaie d'une superficie de 1,3 ha : La restauration de la zone est constituée du retrait des matériaux et premiers horizons du sol sur une profondeur variable, entre 1,2 et 1,5 m par rapport au terrain initial. Soit une altimétrie comprise entre 3,8 et 4,1 m NGF. Une à deux zones de sur-profondeurs aux seine desquelles l'engorgement prolongé est assuré, sont créées.
- Un secteur de prairie eutrophe et mésotrophe humide : la restauration de la zone est constituée du retrait des matériaux sur une profondeur de 1 m par rapport au terrain initial soit une altimétrie de 4,3 m NGF.

La société MBS doit conventionner avec le propriétaire des parcelles afin d'assurer la pérennité de la mesure compensatoire sur un délai équivalent à l'occupation du site faisant l'objet de l'extension. Cette convention doit être transmise à la DREAL et au service en charge de la police de l'eau de la DDTM dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Cette convention doit préciser les modalités de gestion du site.

Article 2.2 – Suivi de la mesure compensatoire

Un suivi annuel de la mesure doit être réalisé pendant trois ans, puis tous les deux ans pendant dix ans. Ce suivi doit porter sur la flore, les habitats et la faune. A ce titre des espèces cibles sont définies lors de la première année de suivi.

Les rapports annuels et biennaux devront être transmis au service en charge de la Police de l'Eau de la DDTM de Seine-Maritime et à la DREAL.